

AM008314

No	Questions	Réponses	Date
1	<p>L'indexation annuelle des prix présentée à l'article 2,8 des clauses particulières est-elle fixe pour l'ensemble de la durée du contrat considérant que ;</p> <p>1) Les entrepreneurs qui réalisent des travaux d'élagage sont tous soumis à une convention collective qui sera négociée en 2025.</p> <p>2) La proportion relative et les variations annuelles de l'indice de taux de main-d'œuvre ont de fortes probabilités de se comporter différemment du modèle théorique proposé. Les fourchettes de majoration salariale actuellement consenties sur les marchés similaires font toutes l'objet de rattrapage.</p> <p>3) L'ensemble du marché a besoin de maintenir son pouvoir d'attractivité.</p> <p>Devons-nous inclure une contingence en relation avec l'application de cette clause considérant que l'objectif de cette dernière est de stabiliser les prix du marché pour un contrat à long terme ?</p>	<p>Comme mentionné à la rencontre de marché, nous conservons la même formule d'indexation soit celle présentée dans les clauses particulières de cet appel de propositions.</p>	2024-10-24
2	<p>Pour les sites où Hydro-Québec désire obtenir 2 fournisseurs de services pour réaliser l'élagage réseau, comment les travaux en urgence seront repartis ?</p>	<p>Un partage proportionnel à la grosseur des contrats est souhaité en favorisant le fournisseur le plus près du lieu où des travaux d'urgences sont requis.</p>	2024-10-24
3*	<p>À la clause 5.4.3 des clauses techniques particulières considérant qu'il est stipulé que : <u>la prescription par arbre entier implique qu'il n'y a aucune gestion des résidu non commerciaux, mais si requis, elle comprend le déplacement de l'arbre.</u> Devons-nous considérer dans nos taux l'éventualité de devoir utiliser des ressources humaines ou de l'équipements pour avoir à déplacer des arbres entiers d'un point A un point B.</p>	<p>Le déplacement d'un arbre en entier est une exception et devrait être considéré ainsi dans les taux. Les exceptions qui nécessitent le déplacement d'un arbre en entier sont énumérées en 5.4.4. La manière dont les arbres en entier doivent être déplacés (ressources humaines ou mécanisées) est au choix du fournisseur.</p>	2024-10-30

AM008314

4*	<p>Au point 5.4.4 des clauses techniques particulières considèrent que vous précisez, <u>dans tous les cas, les résidus commerciaux et non commerciaux ne doivent jamais : Engendrer des impacts visuels importants.</u> Pouvons-nous considérer l'éventualité d'avoir à utiliser des ressources humaines ou de l'équipement afin de déplacer des résidus commerciaux et non commerciaux à l'endroit où l'impact visuel serait moins important?</p> <p>Exemple : un abattage A4A-R en façade de maison sur terrain aménagé; que devons-nous faire avec les résidus commerciaux qui inévitablement auront un impact visuel important?</p>	<p>Pour les résidus non commerciaux, tel qu'indiqué dans le tableau VI de la précédente version des clauses techniques particulières, la hauteur maximale de 1,5 mètre s'applique déjà pour l'épars et l'andain. Le dépassement de ce seuil serait considéré comme un impact visuel important. Pour les résidus commerciaux, l'impact visuel est aussi principalement lié à leur hauteur par rapport au sol. Selon le tableau VI de la nouvelle version des clauses, la hauteur maximale de 1,5 mètre n'est pas applicable aux résidus commerciaux. Ceci veut dire qu'il y a une plus grande tolérance pour les résidus commerciaux et qu'elle sera appliquée selon chaque situation.</p> <p>Comme précisé plus haut, considérant que l'impact visuel est lié à la manière dont les résidus commerciaux sont laissés au sol (empilés ou non), les cas d'arbre abattu à la pièce, peu importe leur diamètre, ne répondent donc pas à la définition d'impact visuel important.</p>	2024-10-30
5*	<p>Au tableau des résidus 5.4.4 des clauses techniques particulières, à la colonne des arbres ornementaux vous indiquez que dans tous les cas, <u>les résidus doivent être déchiqueter et récupérer.</u> Devons-nous considérer que si nous avons un abattage ou le déboisement d'arbres ornementaux avec comme résidu <u>R-déchiqueté</u>, nous devons également récupérer les résidus?</p>	<p>Non, car il faut savoir que selon la situation, le/la responsable de l'inventaire peut prescrire le déchiquetage accompagné de récupération ou seulement le déchiquetage. Il faut donc se fier au mode de gestion des résidus prescrit.</p>	2024-10-30
6*	<p>Toujours au tableau 5.4.4 des clauses techniques particulières, les abattages ornementaux en milieu urbain selon le tableau doivent automatiquement être déchiqueté et récupéré, l'option de laissé épars a été retiré. Devons considérer que si un abattage ornemental en milieu urbain est prescrit avec le code avec résidu P-Laissé épars, celui-ci doit être changé de résidu?</p>	<p>Non, voir l'explication de la réponse précédente.</p>	2024-10-30

AM008314

7*	<p>Au tableau VI de la clause 5.4.5 des clauses techniques particulières considérants qu'il est stipuler que : lorsque requis et en présence d'obstacle le déplacement des résidus dans l'emprise est inclus pour les bois commerciaux prescrit en entier, longueur, longueur variable. Considérant le retrait de : <Ces résidus pourront être laissé à proximité de la souche, non empilé> de la clause 5.4.3 des clauses techniques version 2021, devons-nous dans nos taux désormais, prévoir l'éventualité de devoir utiliser au besoin des ressources humaines ou de l'équipement pour manipuler les résidus commerciaux dans l'emprise.</p>	<p>Le déplacement des résidus commerciaux est une exception et devrait être considéré ainsi dans les taux. Les exceptions qui nécessitent leur déplacement sont énumérées en 5.4.4. La manière dont les arbres en entier doivent être déplacés (ressources humaines ou mécanisées) est au choix du fournisseur.</p>	2024-10-30
8*	<p>À la clause 7.8 des clauses particulières, vous stipuler que <u>≤ Le temps et les frais de transport du personnel, du superviseur, du véhicule et/ou de l'équipement et du matériel du fournisseur pour se rendre sur les lieux du travail et le retour sont aux frais du fournisseur et doivent être inclus dans les articles les plus appropriés de la Formule de soumission.></u> Considèrent qu'en déboisements et abattages vous établissez un montant provisionnel, nous ne pouvons pas prévoir ses frais. Pouvez-vous ajouter des articles appropriés comme en élagage (1Y, 1V, NA, C4, etc..) ?</p>	<p>En déboisement-abattage étant donné qu'il s'agit d'un montant provisionnel, les taux horaires et tarifs sont applicables individuellement pour chaque travailleur et équipement. Aucune soumission de codes spécifiques n'est requise car la liste de prix additionnels est utilisée.</p>	2024-10-30
9*	<p>À la clause 18.1 Pénalité pour retard des clauses particulières, vous stipulez que : <u><À moins d'indications contraires aux Exigences particulières, Hydro-Québec exige la réalisation de l'ensemble des travaux de la valeur monétaire attribuée avant le 31 décembre de chaque année>.</u> Considèrent que nous émettons des prix pour la première année sur 2, 3, 4 ou 5 ans de contrat, comment pouvons-nous suivre le budget total du contrat cadre afin de respecter nos engagements du contrat cadre ?</p>	<p>En premier lieu, tel que mentionné à l'article 18.1, l'application de la pénalité est basée sur la réalisation de l'ensemble des travaux de la valeur monétaire attribuée annuellement avec les exclusions mentionnées. Cette clause de pénalité est applicable annuellement. Elle ne fait pas référence à une pénalité contractuelle (sur la durée totale du contrat). En deuxième lieu, l'engagement du contrat-cadre sera communiqué lors de l'attribution.</p>	2024-10-30

AM008314

10*	À la clause 18.13 des clauses particulières, vous ajoutez une pénalité pour le non-respect des éléments environnementaux identifié dans les prescriptions. Considèrent l'importance que vous souhaitez que nous ajoutions à ces éléments sensibles, quel est votre engagement à nous émettre des consignes claire et mise en évidence afin de mettre tout en œuvre pour bien respecter ces clauses? Comme il vous a été suggérer à mainte reprise par les entrepreneurs que l'information se retrouve au début des informations transmise à l'arboriculteur ou d'une forme différente sur la pastille OGIV.	Les informations environnementales sont disponibles directement dans chacune des prescriptions de travail. Les améliorations souhaitées par les utilisateurs sont les bienvenues et analysés au cas par cas. Hydro-Québec travaille en continue à l'amélioration de ses outils informatique.	2024-10-30
11*	Considèrent que certaines mesures environnementales peuvent impliquer plus de manipulations de résidus et que cela augment directement le temps de réalisation de travaux et puisque nous ne sommes pas en mesure de quantifier ceux-ci, est-ce que vous vous engagez à rémunérer le temps horaire de la charge de travail supplémentaire que cela implique?	Considérant que la prescription de travail est en respect du terrain, des contraintes, autorisations et lois applicables ; que l'entrepreneur est tenu de respecter les lois environnementales en vigueur ; que les méthodes de travail sont sous la responsabilité de l'entrepreneur et que dans la dernière mise à jour d'OGIV, il n'y a pas plus de mesures d'atténuation qu'avant qui exige une manipulation des résidus ou des bois commerciaux, aucun paiement supplémentaire horaire n'est justifié.	2024-10-30
12*	Dans les clauses particulière à l'annexe G, au code REC1 et REC2 il est préciser que cet article comprend: le déchetage avec récupération des résidus d'arboriculture tel que défini au document. Considèrent que cette clause s'applique seulement lorsque le technicien prescrit R-Récupéré, pouvez-vous confirmer que tous les autres traitement des résidues tel que: R-Décheté, R-Déchiqueter ou récupéré, X-Mixte, A-andain, A-Andain ou laissé epars, seront alors rémunéré à l'horaire avec les équipements de l'équipe qui effectues les travaux au terrain.	Les codes REC1 et REC2 sont effectivement associés uniquement au mode de gestion R-Récupéré. Les codes REC1 et REC2, ainsi que ceux qui contiennent le mode de gestion P-Épars sont rémunérés à l'unitaire. Tout autres modes de gestion des résidus en débroussaillage nécessitent une rémunération à l'horaire. Voir addenda pour modifications aux descriptions des codes AND1, AND2, CHIP1 et CHIP2.	2024-10-30